

Le jouet français revient dans le jeu



Essor d'Internet, bagarre entre les enseignes, fusions... Le marché du jouet s'est restructuré en profondeur et les fabricants, à l'approche des fêtes, ont dû faire preuve de flexibilité pour s'adapter. Les explications de professionnels de l'Ouest. Notre dossier, page 5

Les Gilets jaunes manifestent à Paris aujourd'hui



Des rassemblements sont annoncés dans la capitale, ainsi qu'en province. Page 3

À Laval, tout ce qu'il faut savoir sur la Mise en lumière

Ce samedi, Laval organise la traditionnelle mise en lumière de la ville pour Noël. Un rendez-vous festif sur les quais de la Mayenne. Navettes, circulation, sécurité... Le point sur cette manifestation.



Pages Laval

Des pompiers privés en Californie

On les a vus à l'œuvre dans l'État américain ravagé par des feux meurtriers. Aux États-Unis, des compagnies d'assurances vendent leur propre service de lutte anti-incendie. Aux plus fortunés, mais aussi à des pouvoirs locaux.



Page 2

Coupe Davis : la France malmenée

La France est menée 2-0 par la Croatie, après la défaite de Tsonga (photo) face à Cilic et celle de Chardy, opposé à Coric. Pour espérer gagner la finale et conserver leur titre, les Bleus doivent s'imposer en double aujourd'hui.



En Sports

Mayenne

Où se mobiliseront les Gilets jaunes ce samedi ?

Page 8

La boutique Orange braquée à Mayenne

Page 8

Éditorial

par Laurent Marchand

Au-delà de l'humeur

Colère, réseaux sociaux et contestation du pouvoir politique. Ce cocktail, qui en quelques semaines vient de jaunir les routes de France, n'est pas en soi une innovation française. Ce n'est pas non plus une innovation de nos démocraties occidentales, car c'est dans des pays non démocratiques que ce cocktail est d'abord apparu.

En Iran, en 2009, avec le « mouvement vert ». Puis, c'est surtout au cours de l'année 2011 que ce phénomène a pris de l'ampleur. Dans des contextes très différents. Dans les pays arabes, bien sûr, avec la vague de contestation lancée en Tunisie en janvier 2011. Mais aussi avec les Indignés à la Puerta del sol, à Madrid, en mai de la même année. Puis à Moscou, en décembre, pour contester le retour de Poutine au Kremlin.

Partout, ces trois ingrédients étaient réunis. Une colère nourrie par une souffrance sociale, l'entrée en masse de la population sur les réseaux sociaux comme moyen d'expression puis de mobilisation, enfin un besoin de prolonger Internet par la rue. Pour rompre avec la dimension virtuelle et investir, physiquement et ensemble, les lieux classiques de la contestation politique.

Jusqu'ici, les Gilets jaunes s'inscrivent dans ce vaste mouvement de redéfinition des pratiques sociales à l'heure d'Internet. La France n'y échappe pas. Après les journalistes, les chauffeurs de taxi, les hôteliers, les commerçants et d'autres, les syndicats et les partis politiques se découvrent, eux aussi, menacés par une forme d'ubérisation.

Politiser l'humeur

Il faut toutefois rester très prudent avec les comparaisons. Internet est, en soi, une authentique révolution anthropologique qui vient de s'immiscer, à une vitesse folle, dans toutes nos pratiques individuelles et collectives. Il y a donc un risque d'aveuglement face à l'instrument lui-même et à ses effets si massifs.

Ce qui frappe dans le mouvement des Gilets jaunes, c'est l'absence de responsables. Comme un réseau sans tête, et donc au projet insaisissable. La contestation peut rallier les humeurs, mais elle ne suffit pas à les structurer politiquement.

Dans les exemples étrangers cités précédemment, c'est ce point qui a, partout, été décisif. Dans tous les régimes autoritaires, la contestation a été réprimée

violemment ou a créé le chaos. À l'exception de la Tunisie où la force d'un syndicat et l'engagement historique des femmes ont permis justement de contenir autant que possible une terrible réaction, en l'occurrence islamiste.

En démocratie, de nouvelles forces peuvent émerger de la colère, comme cela s'est vu en Italie avec l'ascension du Mouvement 5 Étoiles sur une logique anti-élites. D'où l'empressement de l'Élysée à reprendre l'initiative pour renouer des liens politiques avec l'ensemble du territoire, et celui des extrêmes à tenter de récupérer plus ou moins le mouvement.

Aujourd'hui, nous sommes davantage face à une agglomération des humeurs que des luttes. Or, lorsque la suppression des intermédiaires, caractéristique du modèle de l'Internet, attriste dans le champ politique, c'est le principe même de la démocratie représentative qui est fragilisé. Si chacun peut s'autoproclamer « Je suis le peuple », les élus voient leur légitimité vaciller. Ces derniers la tiennent pourtant des urnes.

Dans une démocratie soucieuse de se respecter, il est donc urgent que le débat sur le pouvoir d'achat, la fiscalité et la transition énergétique puisse trouver un cadre proprement politique.

BLACK FRIDAY VENDREDI 23 ET SAMEDI 24 NOVEMBRE

Mazda 2 2018 À PARTIR DE 197€/mois⁽¹⁾

Après un 1^{er} loyer majoré ; entretien⁽²⁾, assistance et garantie⁽³⁾ inclus
Location longue durée sur 48 mois

ELIGIBLE PRIME A LA CONVERSION

AUTOS SELECTION
11, rue de Bruxelles - LAVAL - Zone des Bozées (à côté de E.Leclerc) - Tél. 02 43 53 07 02

(1) Exemple de Location Longue Durée Mazda Finance sur 48 mois, dont un 1^{er} loyer majoré de 1600 € TTC et 40 000 km pour une Mazda2 ÉLÉGANCE 1.5L SKYACTIV-G 90 ch BVM5 SKYACTIV-MT comprenant l'entretien⁽²⁾, l'assistance et la garantie⁽³⁾. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilométrages supplémentaires. (2) Entretien selon préconisations constructeur, hors pneumatiques, voir conditions et exclusions sur www.mazda.fr. (3) Garantie constructeur de 3 ans limitée à 100 000 km + 1 an d'extension d'assistance et de garantie. Offre non cumulable réservée aux particuliers, Valable jusqu'au 31/12/2018, sous réserve d'acceptation par MAZDA Finance, département de CA Consumer Finance, SA au capital de 554 482 422 euros - 1 rue Victor Basch - CS 70001 - 91068 Massy Cedex, RCS Evry 542 097 522. Intermédiaire d'assurance inscrit sous le N° ORIAS : 07 008 079 (www.orias.fr). Ce financement en Location Longue Durée n'est pas soumis à la réglementation du crédit à la consommation.
Consommations mixtes (L/100 km) 4,9 - Émissions de CO2 (g/km) 111. Valeurs de consommation de carburant et d'émissions de CO2 en application du règlement 2017/1153. À partir du 1^{er} septembre 2018, les valeurs de consommation de carburant et d'émissions de CO2 de certains véhicules neufs sont déterminées sur la base d'une nouvelle réglementation (WLTP), et les valeurs obtenues ont été converties en NEDC pour permettre la comparabilité.
Mazda Automobiles France, 34 rue de la Croix de Fer - 78100 Saint Germain-en-Laye, SAS au capital de 304 898 € - RCS Versailles 434 455 960.

L'industrie du jouet jongle avec un marché chahuté

Avant d'arriver au pied du sapin, le parcours du jouet français n'aura pas été celui d'un long fleuve tranquille. Dans un marché de la distribution perturbé, les fabricants ont dû s'adapter.

« Le monde du jouet n'a rien à avoir avec le monde des « Bisounours », c'est très violent », prévient le patron de JB Bois, fabricant de jouets en bois à Quimper (29). Début octobre, Toys'R'Us et La Grande Récré étaient en redressement judiciaire. Au même moment les catalogues de jouets s'imprimaient. En attendant que le marché de la distribution se stabilise, les fabricants ont dû faire face à des retards de commandes et de paiements... Habituellement, les ateliers JB Bois tournent à plein régime « jusqu'au 12 décembre ». Cette année, dès le mois d'octobre, les commandes étaient livrées.

Tirer son épingle du jeu

Ce Noël, pas de petits lits en bois pour poupée ou de tableaux d'école sur chevalet dans les rayons Toys'R'Us et La Grande Récré. « Je n'ai eu aucune commande avec eux. J'ai réussi à me diversifier en vendant mes produits dans le milieu scolaire, là où la Chine ne peut pas fabriquer des pièces aussi grandes que les miennes. »

En 2017, 50 % de son chiffre d'affaires concernait la vente de jouets en

bois. « Cette année ce sera 40 % »

Un autre fabricant breton de jeux de construction, Mécabois, situé près de Fougères (Ille-et-Vilaine), s'est fait quelques frayeurs. « La Grande Récré est un client important qui me commande environ 120 000 € de marchandise. J'ai eu un retard de paiement cette année mais c'est finalement rentré dans l'ordre. »

Depuis que le plan de continuation du groupe Ludendo pour La Grande Récré a été validé, et la reprise de Toys'R'Us (1) accordée au fonds Cyrus Capital, les distributeurs se sont ragaillardis pour revenir frapper à la porte des fabricants français. C'est dans cette deuxième partie de l'année que les manufactures de jouet produites en France ont pu avancer leurs pions.

« Maintenant, nous sommes là pour rattraper le temps perdu. Par rapport à l'Asie, les fabricants locaux ont une plus grande flexibilité », analyse Serge Jacquemier, président de l'association des créateurs fabricants de jouets français (ACFJF). Le chef d'entreprise confirme : « En une semaine, nous sommes capables de produire de

nouvelles commandes. »

Même son de cloche pour Véronique Debroise de la marque Sentosphère, distribuée chez les deux grandes enseignes : « Pendant six mois, c'était difficile. Nous étions dans l'expectative avec aucune commande au printemps. Finalement elles sont arrivées début octobre. » Ses trois sites et ses cinquante salariés ont su alors réagir, et vite. « Notre économie est saine, ce qui nous permet de fabriquer à la dernière minute. »

L'atout de la flexibilité

Les prochaines semaines sont cruciales pour ce secteur qui réalise 70 % de ses ventes au deuxième semestre. Le président de l'ACFJF attend maintenant un beau cadeau sur ce marché qui pèse 3,3 milliards d'euros : « J'espère que notre flexibilité va rapprocher les distributeurs de nos fabricants. »

Marion DUBOIS.

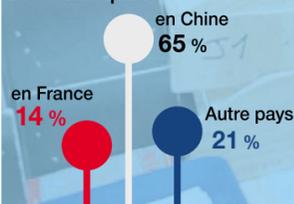
(1) Contactées, les deux enseignes n'ont pas voulu communiquer.

3,3 milliards d'euros

C'est la valeur du marché français du jouet



Les jouets vendus en France sont fabriqués



À La Grande Récré de Vannes, on ne craint pas Internet

Reportage

« Achetez ses jouets sur Internet ? Et le plaisir de les voir et les toucher, d'être conseillé pour finalement repartir avec... Vous n'avez plus cet avantage en achetant en ligne », regrette Frédéric Besson, gérant du magasin La Grande Récré de Vannes (Morbihan).

Ce spécialiste des réseaux informatiques, domaine où il travaillait dans une vie précédente, a racheté le magasin de jouet vannetais, il y a plus de deux ans. Très joueur, notre entrepreneur n'a pas hésité à se lancer dans cette affaire, à une période où Internet bouscule le commerce traditionnel. Il ne le regrette pas. Si la franchise à laquelle il adhère a prévu de fermer 53 de ses 252 magasins, ceux qui restent, comme lui, se portent bien.

Un prix et un choix

La magie de Noël ? Frédéric Besson nous évite le discours angélique. « On ne va pas se mentir, aujourd'hui, les clients sortent leur smartphone dans les rayons pour vérifier que le jeu sur lequel ils ont flashé n'est pas moins cher ailleurs. Si c'est le même prix, à quelques euros près, ils ne vont pas s'empresser à le chercher ailleurs, ils repartent avec la boîte. »



rence. Il ne propose pas forcément le moins cher sur toutes les boîtes de jeux vendues dans le commerce. Or, les grandes surfaces seront moins onéreuses mais vont distribuer seule-

ment les vingt jouets qui se vendent le mieux dans leur catégorie lorsque le magasin de Frédéric Besson présentera l'ensemble de la gamme. « Nous comptons près de 10 000 ré-

férences, pas un supermarché ne pourra offrir ce choix. »

Comme les enseignes concurrentes, il a distribué ses catalogues lors des vacances de la Toussaint. Mais attention à ne pas se décider trop vite. Les premiers choix sont souvent remis en question par les copains et copines dans les cours de récréation. « Les parents et grands-parents reviennent en ce moment, seuls, avec la liste définitive », note un vendeur.

Des vendeurs, Frédéric Besson en a cinq dans son magasin, et ils sont dix depuis hier et le Black Friday qui marque le lancement de la véritable période d'achat des cadeaux de Noël. « Les clients ont besoin de conseil, notamment sur les jeux de société que les familles redécouvrent avec de plus en plus de références. Notre offre a été multipliée par trois. »

Son magasin n'est cependant pas tout à fait déconnecté. « On peut réserver ses jouets en ligne sans payer grâce au click and collect. Une fois au magasin, on décide si on le prend ou pas. C'est grâce à ce genre de service que l'on pourra concurrencer les géants d'Internet. » Après l'avoir affaiblie, le Web pourrait bien donner un bon coup de pouce à La Grande Récré.

Olivier CLÉRO.

Mécaboïs scie des planchettes par milliers

Des gros, des petits, des mouillés, des secs, des rabougris, des costauds... Des troncs à perte de vue s'entassent dans la cour de l'atelier Grouazel, à Saint-Sauveur-des-Landes (Ille-et-Vilaine). Là, à quelques mètres de l'autoroute Rennes - Caen, la vaste scierie familiale s'étend sur neuf hectares.

En 2007, Christophe Fresnais a pris des parts dans l'entreprise bretonne pour développer la fabrication de jeux en bois. Notamment de Mécabois (70 000 barils de planchette par an) qui s'inspire de Kapla, le fabricant historique de ce jeu de construction.

Aujourd'hui, 15 % de la production sont des jouets en bois : jeux de construction, Mölkky, planche à palets bretons. Les commandes de Noël représentent 70 % du chiffre d'affaires de l'entreprise qui s'élève à un million d'euros.

« Attentifs au made in France »

Avant que les petites planchettes ne se retrouvent dans les petites mains des enfants, un bois de qualité doit être sélectionné. « La scierie travaille principalement avec du hêtre, du peuplier et du pin. Ils proviennent uniquement de forêts françaises, principalement des Pays de la Loire et de Bretagne. » Pas question d'utiliser des bois issus de forêts non-certifiées, « les parents sont



Christophe Fresnais, gérant de Mécabois.

très attentifs au made in France et à l'impact écologique », assure Christophe Fresnais.

La deuxième partie de la production se déroule dans deux établissements de service par le travail (Esat) de l'Ouest. À Pontmain en Mayenne, vingt-cinq personnes découpent et mettent des centaines de planchettes en bois dans les barils.

La société Mécabois a aussi grignoté des parts de marché sur son concurrent Kapla, en proposant des animations dans les galeries commerciales. « Nous organisons cent journées d'animations par an en France. D'ailleurs, nous prévoyons d'intégrer une structure d'animation dans l'entreprise. »

M.D.

La France en bref

Ghosn aurait dissimulé plus de 62 millions au fisc



Selon des médias japonais, Carlos Ghosn, ex-patron de l'alliance automobile Renault-Nissan, aurait dissimulé 62,3 millions d'euros de revenus au fisc japonais et non 39 millions comme il lui était initialement

reproché. La justice japonaise prévoit d'élargir les poursuites à l'encontre de l'ex-président du conseil d'administration de Nissan. Le Franco-Libano-Brésilien risque jusqu'à dix ans de prison.

Nordahl Lelandais : nouvelle vidéo compromettante

Une seconde vidéo de Nordahl Lelandais, commettant des attentifs sexuels sur « sa filleule âgée de 5 ans », aurait été retrouvée dans son téléphone portable et exploitée par les gendarmes, a révélé le site franceinfo. L'ancien militaire, pour-

suivi pour les meurtres du caporal Arthur Noyer et de la petite Maëlys, avait déjà également été mis en examen en juillet après la découverte d'une première vidéo, toujours sur son téléphone, le montrant en train d'agresser sa petite cousine de 6 ans.

Le recours de Thomas Thévenoud rejeté par les Sages

Les Sages du Conseil constitutionnel ont rejeté, hier, un recours de l'éphémère ministre socialiste Thomas Thévenoud, condamné avec son épouse pour ne pas avoir déclaré leurs revenus en 2012 et avoir, de 2009 à 2013, rempli leur déclaration en retard. L'ex-ministre estimait qu'omettre de

déclarer ses revenus n'était pas suffisamment grave pour justifier le cumul des sanctions. Le Conseil constitutionnel a rejeté le recours. La Cour de cassation devra confirmer ou non la condamnation pénale des époux Thévenoud à un an de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité.

SNCF : élections syndicales sans surprises

Cinq mois après l'adoption de la réforme ferroviaire, 150 000 cheminots ont élu leurs nouveaux représentants syndicaux. La répartition des forces reste stable, la CGT reste en tête

(34,02 %) malgré une légère érosion des voix. L'Unsa-ferroviaire conserve sa deuxième place (23,96 %) devant Sud Rail (17,28 %) et la CFDT-Cheminots (14,30 %).

Sept millions de Français en précarité énergétique

Selon l'Observatoire national de la précarité énergétique, près de sept millions de ménages consacrent plus de 8 % de leurs revenus en dépenses d'énergies. Ce seuil marque la situa-

tion de précarité énergétique au même titre qu'au chauffage défaillant. Un plan d'investissement d'1,2 milliards d'euros doit permettre de rénover 375 000 logements.

BRETAGNE
TOUT commence en FINISTÈRE

ICI À BREST SE CONSTRUIT L'ÉCONOMIE DE LA MER

LA BRETAGNE, LA MER COMME HORIZON

Les Assises de l'Économie de la Mer
27 & 28 NOVEMBRE 2018 | LE QUARTZ, BREST
OFF-AEM2018.COM / LE PROGRAMME OFF DES ASSISES